

« La grande marche du retour » : interview de Khalid al-Batsh, dirigeant de la coordination nationale

Dénigrée par certains, relativisée par d'autres, critiquée, approuvée ou soutenue, la « grande marche du retour » se poursuit, depuis le 30 mars 2018. Mouvement de revendication, de résistance, de contestation, la « grande marche du retour » est devenue au fil des semaines, des martyrs et des blessés, un phénomène incontournable dans le paysage palestinien, et notamment dans la bande de Gaza. Pourquoi la « grande marche du retour » ? Qu'a-t-elle apporté ? Quelles sont ses spécificités en tant que mouvement populaire ? Que signifie l'accalmie ? Khalid al-Batsh, dirigeant de la coordination nationale pour la marche du retour et membre du Bureau Politique du Mouvement du Jihad Islamique en Palestine, a répondu aux questions d'un journaliste de la chaîne iranienne « al-Alam » le 29 décembre 2018 (extraits).

« Après 12 années de blocus injuste, puis l'offensive américaine contre la cause palestinienne, qui s'est manifestée par « le deal du siècle », consistant à déclarer que la ville d'al-Quds est la capitale de l'entité sioniste, le transfert de l'ambassade américaine vers al-Quds, et la suppression de la cause des réfugiés palestiniens et la réduction de leur nombre, la restriction des services aux réfugiés (UNRWA), et la course arabe en direction d' « Israël », nous avons décidé d'affronter, au lieu de nous laisser abattre, affronter par les masses et les armes à la fois. Il n'y avait pas d'autres choix, la confrontation devait être directe, et nous avons transféré la bataille et l'action vers la ligne de cessez-le-

feu en 1948, vers les colonies de « l'enveloppe de Gaza ». Nous avons développé cette action pour protéger notre droit au retour et briser le blocus injuste contre la bande de Gaza.

L'une des premières conséquences de « la grande marche du retour » fut la remise de la question palestinienne sur le devant de la scène et de l'intérêt international. Ensuite, elle a permis aux nouvelles générations d'entrer en conflit avec les « Israéliens », alors qu'il était prévu qu'elles soient dévoyées et vidées de tout sentiment national. Ces marches ont remis les choses vers la voie juste et la confrontation directe avec l'occupant. Le plus important est que nous disons à l'occupant « si tu fais pression sur nous par le blocus et l'agression, nous ne nous soumettons pas, nous ne levons pas le drapeau blanc, nous ne cherchons pas de solutions, mais nous marchons vers les lignes du cessez-le-feu pour combattre.

Nous avons annoncé deux buts essentiels pour la « grande marche du retour », d'abord protéger notre droit sur la Palestine et les constantes de notre peuple, et ensuite briser le blocus. Il est vrai que jusqu'à présent, aucun des deux buts n'a été atteint, mais nous sommes certains qu'en poursuivant les marches et la pression sur les colonies à l'est de la bande de Gaza, en fin de compte, l'ennemi saura répondre et reculera, et il reconnaîtra notre droit à la vie. Il est certain que nous, nous ne pouvons accepter la situation actuelle.

Je voudrai ajouter que le 14 mai dernier, lorsque Trump a annoncé que la ville d'al-Quds est la capitale de « Israël », et qu'il a transféré son ambassade, nous sommes sortis ce jour-là en « millions pour le soutien à al-Quds ». 3000 martyrs et blessés sont tombés en un jour. Nous avons dit notre mot ce jour-là, et nous continuerons à le proclamer, et nous paierons le prix, car c'est le prix demandé pour protéger notre droit sur la Palestine et la protection des lieux saints, musulmans et chrétiens, dans al-Quds.

A la question de savoir si « la grande marche du retour » doit être revue ? Khalid al-Batsh a répondu : « Elle a besoin d'être développée, oui, d'être soutenue et de se poursuivre. Nous sommes en guerre ouverte avec cet occupant, dans tous les sens et dans toutes les formes, la bataille est ouverte aujourd'hui pour les buts que nous avons cités. Que faisons-nous de plus que de sortir et dire : non au blocus, non à la suppression du droit au retour ? Nous sommes sortis avec nos corps, notre chair, nos os, les jeunes sur la ligne de séparation sont sortis démunis, la poitrine exposée. Nous avons attaqué par des outils à 100% pacifiques. Ils ne portaient pas des RBG, mais seulement leur conviction. Malgré cela, le monde n'a pas répondu à nos revendications.

Nous essayons de développer les marches, afin qu'elles incluent notre peuple en Cisjordanie, et plus tard notre peuple en 48, puis les Palestiniens dans les pays autour. Ceci est un essai, les marches deviendront probablement un outil répandu et important, nous pourrions probablement retourner en Palestine par ce moyen. Nous affirmons qu'il s'agit d'un outil populaire, un acte populaire et pacifique en même temps. Ce sont des actions populaires protégées cependant par les fusils de la résistance et de la lutte. C'est pourquoi nous disons que nous empruntons deux parcours parallèles, les marches populaires et pacifiques, et les fusils de la résistance qui protègent les marches. Ce dont nous avons été témoins les jours précédents, au cours des deux affrontements rapprochés, la bataille de la riposte d'octobre, que les Saraya al-Quds ont menée, et après l'agression contre Gaza et le martyre de Nur Barakat, le message est clair : le peuple est soudé, il utilise le combat et la résistance comme il le veut, dans le cadre d'un état de symbiose entre les composantes de la résistance.

A propos du cabinet unifié de la

résistance

Au départ, ce fut la constitution du haut conseil national des marches du retour et pour briser le blocus, puis sur le terrain armé est venu le cabinet unifié de la résistance, avec la participation des forces de la résistance, les Saraya al-Quds, les Brigades d'al-Qassam, de Abu Ali Mustafa, des Comités populaires et les autres. Cette action a livré des messages importants, disant que le peuple palestinien est unifié sur le terrain de la lutte, sur le terrain de l'action populaire et le terrain de l'action armée. Le message important est que les constantes politiques et la résistance rassemblent le peuple palestinien, tout autre choix, par contre, est sujet de discorde entre nous Palestiniens.

Concernant la umma arabo-musulmane

Nous n'avons jamais douté des fils de notre nation arabo-musulmane, la nation ne rassemble pas uniquement les Arabes, mais les musulmans, les peuples iranien, pakistanais, indonésien, turc, tout Arabe et tout musulman croit que al-Quds est la première qibla, comme cela a été révélé dans le saint Coran, et de ce fait, nous avons placé notre confiance et nous la plaçons toujours dans la position populaire arabe et musulmane. Les régimes nous ont déçus, tout au long de 70 ans de conflit, les régimes se disputent et se vantent de normaliser leurs relations avec « Israël », ils ouvrent leurs portes à « Israël » et les ferment devant le peuple palestinien. Après Dieu, nous plaçons notre confiance dans les peuples qui pensent toujours que la Palestine est une question centrale et que l'ennemi sioniste est l'ennemi central de la nation, et rien d'autre.

Concernant l'accalmie

La bataille est ouverte avec « Israël ». L'ennemi sioniste n'arrêtera pas son agression contre nous, même si toutes les

nations interviennent, et nous nous continuerons la résistance contre lui, même si ces nations interviennent, c'est l'équation du conflit, en toute clarté. Il n'y a rien qui s'appelle « accalmie contre accalmie », c'est une équation injuste. Au Caire, en 2014, il y a eu des ententes relatives à un cessez-le-feu, des ententes acceptées par les deux parties, le sioniste et le Palestinien, par le biais du rôle égyptien. Aujourd'hui, en cas d'agression, nous ne reculons pas. Quand l'Egypte propose de revenir aux ententes de 2014, nous acceptons, ainsi que le sioniste, mais nous n'accordons pas à l'ennemi une accalmie, lui non plus ne nous l'accorde pas. C'est pourquoi lorsque l'agression s'intensifie, comme le fait de tuer 5 Palestiniens, le cabinet unifié de la résistance dit : si tu continues à tuer des innocents, la riposte sera militaire. Ce vendredi (28/12), un martyr est tombé et 5 Palestiniens ont été blessés. Le message du cabinet unifié a eu un fort impact, malgré le déséquilibre criant des forces militaires. C'est pourquoi il n'y a pas d'accalmie, car nous sommes un peuple sous occupation, nous avons le droit de résister, par tous les moyens. Mais certains moments, l'Egypte intervient pour faire cesser le feu. Nous acceptons seulement une accalmie de terrain, qui s'achève aussitôt, la preuve en est qu'il y a toutes les deux semaines un retour aux accords. Pourquoi ? Parce que nous savons que ce conflit ne peut être conclu ou fermé, et notre tâche consiste à garder la flamme de la résistance vive sur la terre de Palestine. La résistance ne s'arrêtera pas.

Quelle est la ligne rouge qui vous oblige à riposter ?

« Nous avons dit que nous respectons cette accalmie et le cessez-le-feu tant que l'ennemi les respecte. Concernant la lutte, nous avons la permission de nous battre, Dieu nous a autorisé la lutte et le jihad. Mais nous riposterons à toute agression, personne ne peut nous interdire de nous défendre, aucune entente ne nous l'interdit, car au départ, il s'agit de

notre terre, et par conséquent, nous avons le droit de résister, selon le texte du Coran et les textes internationaux.

Mais il n'y a pas de règlement, nous n'utilisons pas, en tant que mouvements de la résistance, ce terme. Tout ce qu'il y a eu, sous l'égide de l'Égypte, c'est un cessez-le-feu de terrain, ou un désengagement. Notre règle d'or est notre respect de l'accalmie et du cessez-le-feu tant que l'ennemi les respecte, mais s'il les rompt, le cabinet unifié de la résistance ripostera.

La situation interne

Après le sujet de la grande marche du retour, le journaliste a posé des questions relatives à la situation interne palestinienne et ses derniers développements. Khalid al-Batsh a répondu :

« Tout le monde sait qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre le Hamas et le Fath, mais porte essentiellement sur le programme palestinien, entre ceux qui reconnaissent « Israël » et ceux qui ne la reconnaissent pas. Nous avons signé un accord au Caire en 2011, et le problème réside dans le refus de son application. Le mouvement du Jihad Islamique, le Front Populaire et d'autres avons consacré des efforts pour une réconciliation, mais l'unité nationale palestinienne ne s'est pas encore concrétisée. Il y a eu des initiatives négatives, la plupart venant de Mahmud Abbas, qui a instauré des sanctions contre la bande de Gaza, et qui vient de chasser Hamas du système politique, en dissolvant le conseil législatif. J'adresse un message à Mahmud Abbas, à ce propos : si tu es convaincu de la gravité du plan de liquidation de la cause palestinienne qui est en cours, le moment n'est-il pas venu de concrétiser l'unité nationale ? » En réalité, la clef de la réconciliation se trouve entre les mains de Mahmud Abbas, lui seul peut convoquer à une réunion des secrétaires généraux des mouvements de la résistance, pour discuter de

tous les problèmes et clore la phase de division. Par ailleurs, le projet national a besoin d'être clarifié, et l'OLP a besoin d'être reconstruite. Cependant, il faut d'abord réunir les secrétaires généraux des mouvements palestiniens.

La dissolution du conseil législatif traduit une crise. S'il s'agit de sortir des accords d'Oslo et du règlement politique avec « Israël » et annuler la décision de le reconnaître, et reconstruire l'OLP et la participation nationale, nous approuvons la dissolution, mais s'il s'agit de chasser Hamas du système politique palestinien, alors qu'il en fait pleinement partie, cela ne fait qu'entériner la division. Dans le premier cas, il faudrait également revoir le poste de président et la formation du gouvernement. Si Mahmud Abbas ne va pas dans ce sens, il entérine la division.

Publié par CIREPAL Palestine

<https://cirepal.blogspot.com/2019/01/la-grande-marche-du-retour-interview-de.html#more>

Calendrier 2019 « Enfants de Palestine Libre »

Aucun palestinien n'est à l'abri de la violence coloniale israélienne. Une violence multiforme et permanente. Elle est au service d'un objectif politique : briser la société palestinienne toute entière, en ciblant particulièrement sa jeunesse. La priver de son avenir et de son principe de vie. Torturés, emprisonnés, bombardés ou abattus froidement, les enfants subissent la violence militaire israélienne au quotidien. Lors des trois guerres de Gaza de 2009, 2012 et 2014, plus de 700 enfants ont été tués. Près de 600 enfants

sont détenus chaque année dans les prisons israéliennes. Ils y subissent violence physique et verbale. Le projet colonial israélien ne fait pas dans le sentiment. Il cherche à semer la peur et la terreur au sein de la jeune génération, à lui casser les reins pour la dissuader de se révolter.



Depuis le 30 mars 2018, les jeunes palestiniens sont en première ligne dans le mouvement de la Marche du retour. L'ennemi israélien tue ces enfants désarmés qui ne demandent rien d'autre que l'application du droit de retour reconnu internationalement : restituer la terre et les maisons à leurs propriétaires légitimes, les Palestiniens.

Ce droit du retour est la revendication de tous les enfants palestiniens réfugiés auxquels ce calendrier est dédié. Loin de leur terre, dans des camps de la misère, ils n'oublient en rien la Palestine dont leurs grands-parents ou arrière-grands-parents ont été chassés en 1948 ou en 1967. Ils gardent l'espoir tenace de voir disparaître l'injustice sioniste qui les prive de vivre une enfance normale.

Le Comité Action Palestine participe modestement à faire connaître leur cause et la volonté indestructible qui les tient debout : rétablir la justice sur la terre arabe de Palestine.

- Vous pouvez acheter ce calendrier au prix de 5 euros

l'unité (+ frais de port) en téléchargeant et complétant le bon de commande ci-joint, puis en nous l'envoyant par courrier avec votre règlement par chèque. Nous vous enverrons le ou les calendriers dès réception de votre commande. [bondecommande2019](#)

- Vous pouvez aussi régler votre achat directement par carte bancaire en cliquant sur le lien ci-dessous. Calculer d'abord le montant total que vous souhaitez verser : soit 5 euros par calendrier + les frais de port + don éventuel à notre association. Les frais de port s'élèvent à 1,5 euros pour un calendrier, ou 1 euro par calendrier si vous commandez plus d'un calendrier. Indiquer ce montant total sur la Plateforme Hello Asso, avec vos coordonnées, le nombre de calendriers souhaités, ainsi que le montant du don éventuel au Comité Action Palestine. Nous vous enverrons le ou les calendriers dès réception de l'avis de paiement. Si vous avez des problèmes avec la plateforme, faites nous signe (actionpalestine@hotmail.com)
- <https://www.helloasso.com/associations/comite-action-palestine/paiements/calendrier-2019-enfants-de-palestine-libre-le-droit-de-retour-est-en-nous>

HelloAsso est une plateforme de collecte de dons qui fonctionne sans commission et facilite le travail de nombreuses associations, vous pouvez contribuer à son activité en versant un modique soutien.

Non, le peuple palestinien ne

capitulera pas !

Communiqué rédigé à l'occasion de la manifestation de soutien à Georges Ibrahim Abdallah (Lannemezan, octobre 2018)

Depuis le 30 Mars, un nouveau mouvement de résistance populaire a vu le jour à Gaza, « la grande Marche du retour ». Il a pris le relais du mouvement initié en 2015 en Cisjordanie. Chaque semaine, la population de Gaza, hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux, se rassemblent près des barrières érigées par l'occupant sioniste et rappellent au Monde que leur droit au retour chez eux en Palestine, est un droit inaliénable. Semaine après semaine, même si le nombre de martyrs approchent maintenant les 200, la mobilisation ne faiblit pas. Bien au contraire. Les Palestiniens font preuve d'un génie inégalé, pour, malgré le blocus, affaiblir l'entité sioniste. Harcèlement nocturne des soldats, arcs à flèche, cisailles, ballons et cerfs-volants incendiaires, tout est bon pour rappeler à l'occupant et à ses soutiens internationaux que les Palestiniens ne lâcheront rien.

L'entité sioniste et les USA tentent pourtant le tout pour le tout afin de solder les revendications palestiniennes en prenant le peuple palestinien en étau, en profitant de la situation de chaos au Moyen Orient. L'impérialisme croit que le transfert de l'ambassade US à al-Quds, le fameux « plan du siècle », l'arrêt du financement américain de l'UNRWA, les menaces sur le statut de réfugiés et la complicité de la plupart des Etats arabes peut forcer le peuple palestinien à renoncer à ses droits. L'entité sioniste, aidée par l'Autorité palestinienne, croît que les arrestations quotidiennes, la non restitution du corps des martyrs, les assassinats et la mutilation des jeunes manifestants peuvent mettre les Palestiniens à genou. Mais quatre générations de résistance ont appris aux Palestiniens qu'ils portent en eux l'énergie qui conduira à la Victoire. Leurs représentants politiques peuvent changer, négocier, abdiquer, le peuple est là,

toujours debout pour porter le flambeau du combat.

Dans sa prison française, le résistant Georges Ibrahim Abdallah témoigne de la même détermination à poursuivre le combat contre le sionisme et son agent qu'est l'Etat français. Il est le symbole de tous les prisonniers palestiniens, qui, quel que soit leur âge, font don de leur liberté pour la liberté de leur patrie. La détention de Georges Ibrahim Abdallah en France symbolise également l'universalité de la cause palestinienne. La lutte du peuple palestinien est bien celle de tous les opprimés ! Il n'est donc pas question de capitulation.

Vive la libération de la terre arabe de Palestine !

Vive la Résistance Palestinienne !

Vive la Palestine !

Comité Action Palestine

Sabra et Chatila, « nous n'oublierons pas »

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

L'histoire de l'entité coloniale n'est qu'une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation. Aucun Palestinien n'est à l'abri des criminels sionistes qui les pourchassent même hors de Palestine. L'objectif inavoué mais avéré de ces crimes est de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine et réduire à néant toute perspective de résistance.

Sabra et Chatila sont deux camps palestiniens contigus de Beyrouth Ouest, installés en 1949 pour accueillir les habitants du nord de la Palestine expulsés par les sionistes. Deux camps tristement célèbres pour avoir subi le plus important massacre de civils palestiniens et libanais de l'histoire récente. En septembre 1982 l'armée sioniste, sous le commandement d'Ariel Sharon, profitant du départ du Liban des combattants de l'O.L.P. puis des forces internationales chargées de protéger les civils, encerclent ces deux camps. En collaboration étroite avec les milices chrétiennes des forces libanaises, ils s'acharnent pendant deux jours sur la population, massacrant des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. On fait état de plus de 3000 victimes. En décembre 1982, le massacre de Sabra et Chatila est défini comme un acte de génocide par l'Assemblée des Nations Unies. Mais malgré plusieurs enquêtes, aucun des bourreaux n'a, jusqu'aujourd'hui, été inquiété.

Par son ampleur, le massacre de Sabra et Chatila est le symbole de tous les autres massacres dont ont été victimes les réfugiés palestiniens. Au Liban, déjà en 1976, les phalangistes chrétiens s'attaquent aux camps palestiniens de Dbayé, Tal al Zaatar et Jisr al-Bacha. Après 8 mois de siège, le camp de Tal el-Zaatar sera entièrement détruit et plus de 2000 de ses habitants massacrés. En 1982, lors de l'invasion israélienne du Liban, dans le camp de Burj al-Chamali, 130 civils sont enterrés vivants lorsqu'un missile frappe l'abri où ils se sont réfugiés. En Jordanie lors des opérations de « Septembre Noir », des massacres sont commis par l'armée jordanienne dans les camps palestiniens soumis à d'intenses bombardements. A Gaza, les massacres se succèdent aussi. En 1956 lors de la guerre de Suez, les sionistes et leurs alliés assassinent plusieurs centaines de réfugiés des camps de Khan Younès et Rafah. Lors des dernières guerres de Gaza, on dénombre plusieurs milliers de victime dont des familles entières. En Cisjordanie, lors de la seconde Intifada, l'armée s'attaque pendant 10 jours au camp de réfugiés de Jénine tuant

des centaines d'habitants.

Chaque année, le 17 septembre, un hommage est rendu à tous ces martyrs dans le camp de Chatila. Un hommage pour déclarer « nous n'oublierons pas » et pour réaffirmer que ces crimes n'ôteront jamais la détermination de libérer la Palestine.

Pour les habitants palestiniens des camps, une seule place, en Palestine, et une seule voie, le retour dans leur foyer.

Comité Action Palestine

Photo : Kamal Maarouf, survivant des massacres de Sabra et Chatila, nous montre la photo de son fils Jamal, assassiné à 19 ans (Comité Action Palestine)

Shu 'fat, réfugiés à al-Quds et étrangers sur leur propre terre

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Etabli en 1965 au Nord d'al-Quds pour y reloger 500 familles initialement réfugiées dans le quartier des Maghrébins de la vieille ville, le camp de Shu'fat est unique à plus d'un titre. Il est le seul camp de réfugiés palestiniens à l'intérieur des limites de la municipalité d'al-Quds, annexée par l'entité sioniste après l'occupation de l'ensemble de la Palestine en 1967. Aujourd'hui, plus de 20 000 Palestiniens y vivent, dont la moitié est inscrite comme réfugiés, l'autre moitié étant constituée pour la plupart des Maqdissis chassés de la vieille ville au cours des plans successifs de judaïsation ou ne pouvant plus y vivre pour des raisons

économiques. Depuis 2004, le camp et les quartiers adjacents sont totalement entourés de murs, afin de les isoler du reste de la municipalité et de modifier l'équilibre démographique au profit de la population juive de la ville. Complètement fermé, le camp ne dispose que de deux sorties sur le monde extérieur que l'armée d'occupation peut boucler à tout moment, le poste de contrôle de Shua'fat vers al-Quds et l'entrée de Anaata vers la Cisjordanie.

Géré par l'UNRWA comme tous les autres camps de réfugiés palestiniens, il est le seul à être sous administration coloniale directe. Cette dernière soumet à l'impôt les réfugiés de Shu'fat (ce qui est un cas exceptionnel parmi les réfugiés palestiniens), alors qu'ils ne bénéficient d'aucun service de sa part. La fourniture d'eau et d'électricité y est insuffisante, les infrastructures de santé presque inexistantes. Dans le camp, il existe une seule école primaire pour les réfugiés enregistrés à l'UNRWA. Tous les enfants, comme les adultes, doivent passer matin et soir le check point pour aller étudier ou travailler à l'extérieur.

Si les camps se ressemblent où qu'ils se trouvent, les réfugiés ont quant à eux des statuts particuliers dans chaque pays de résidence. Ainsi, bien que vivant à al-Quds et en Palestine depuis des générations, les habitants de Shu'fat ont uniquement un statut de résidents octroyé par l'entité coloniale aux Maqdissis, statut précaire qu'ils peuvent perdre à tout moment et qui les transforme en étrangers sur leur propre terre. En Jordanie, les réfugiés palestiniens de 1948 bénéficient de la pleine citoyenneté depuis 1954, alors que ceux de 1967 ont seulement un statut de résidents temporaires. La Syrie leur a accordé une pleine égalité avec les Syriens en matière de résidence, d'éducation, d'emploi et de santé, mais pas la citoyenneté ; ils ne peuvent donc voter ou être élus. La situation est beaucoup plus difficile au Liban où les réfugiés palestiniens sont toujours considérés comme des ressortissants étrangers disposant d'un droit de

résidence temporaire. Ils subissent des discriminations très sévères en matière d'emploi, d'éducation, de santé, d'accès à la propriété et à l'ensemble des services sociaux. Certains réfugiés palestiniens au Liban, notamment ceux venus de Jordanie en 1970 après Septembre noir, n'ont aucune existence légale.

Mais qu'ils soient considérés comme étrangers en Palestine ou citoyens d'un pays arabe, qu'ils disposent de tous les droits sociaux ou soient au ban des sociétés dans lesquelles ils vivent, seul leur droit au retour compte. Générations après générations, tous les réfugiés palestiniens sont déterminés à regagner leur terre.

Comité Action Palestine

Huit millions de réfugiés attendent leur retour en Palestine

Comité Action Palestine

Dimanche 30 septembre 2018, l'association RAHMI propose la projection à Bordeaux d'un documentaire israélien intitulé « Entre les frontières » qui, selon la présentation qui en est faite, interroge le statut de réfugiés.

Qu'un cinéaste israélien soit l'artisan de la propagande sioniste et réalise un film qui cherche à normaliser un Etat colonial en se focalisant sur l'immigration sub-saharienne en Israël, tout en niant les 8 millions de réfugiés palestiniens, ne surprend personne. Mais que cette propagande soit relayée

telle quelle par des organisations françaises dont l'objet est « de faire connaître et reconnaître l'histoire et la mémoire de l'immigration » est proprement scandaleux.

Les réfugiés d'où qu'ils viennent ne tombent pas du ciel, mais sont le résultat du colonialisme occidental et de ses conséquences en Afrique, en Asie et au Proche/Moyen Orient. Les réfugiés palestiniens sont aujourd'hui la plus ancienne et la plus importante population de réfugiés dans le Monde. A ce titre, ils sont le symbole de tous les réfugiés.

Le sionisme est un mouvement colonial et raciste, dont l'objectif premier est de vider la terre arabe de Palestine de son peuple autochtone pour y établir l'Etat d'Israël. Ce processus d'épuration ethnique commencé dès l'installation des premières colonies juives au début du XXème siècle se poursuit toujours cent ans plus tard. Entre décembre 1947, date du vote à l'ONU du plan de partition qui décida du dépeçage de la Palestine, et l'armistice de juin 1949 qui « couronnait » l'occupation de 78% de la Palestine par les sionistes, 531 villages furent détruits et plus de 800 000 Palestiniens furent expulsés de chez eux par la force ou furent pour échapper aux bombardements et aux massacres. L'immense majorité d'entre eux se réfugia soit dans les régions de Palestine non occupées par les sionistes, soit dans les pays arabes limitrophes. L'épuration ethnique fut de nouveau massive en 1967 lorsque toute la Palestine historique fût occupée par l'entité sioniste. 450 000 Palestiniens furent contraints à l'exil, dont la moitié, déjà réfugiés en 1948, furent expulsés une seconde fois.

Soixante-dix ans plus tard, les réfugiés et déplacés palestiniens sont près de 8 millions. Un tiers d'entre eux vivent encore dans des conditions innommables dans les 58 camps établis après la Nakba à Gaza, en Cisjordanie et dans plusieurs pays voisins comme la Jordanie, le Liban, la Syrie. Aucun de ces réfugiés n'a jamais pu rentrer en Palestine, bien que leur droit au retour soit inscrit dans la résolution 194

votée en 1949 par l'ONU. Alors qu'Israël et son allié américain travaillent activement à priver les réfugiés palestiniens de leur statut, les jeunes Gazaouis, emprisonnés derrière les murs dressés par l'occupant, font don de leur vie pour rappeler au Monde que leur seul objectif est le retour chez eux en Palestine.

Voilà la réalité.

Tal al-Zaatar, les tentatives de détruire le droit au retour

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

En tant que preuves matérielles de la Nakba et du caractère momentané de l'exil du peuple palestinien, les camps ont perpétuellement été sous la menace de la destruction. En faisant disparaître ces lieux de résistance, de contre-pouvoir et d'expression du nationalisme palestinien, les sionistes et certains dirigeants et organisations arabes ont toujours eu la volonté d'anéantir la revendication première qui est celle du Droit au Retour.

Alors qu'au cours des années 70, les Palestiniens s'affirment, non plus en tant que miséreux à assister, mais en tant que résistants, la destruction des camps devient une arme pour les mettre à genou et briser leur détermination sans faille. Le processus commence avec al-Widhat en Jordanie en grande partie détruit par le pouvoir jordanien après Septembre noir. Mais c'est au Liban que cette guerre fût la plus impitoyable. Quatre camps furent entièrement rasés en l'espace d'à peine

deux ans. Cela commença en 1974 avec le camp d'al-Nabatiye au Sud Liban détruit par l'aviation israélienne, puis ce fut le tour de Dehbaia dans la banlieue de Beyrouth qui tomba aux mains des milices chrétiennes en 1975. Mais c'est surtout la destruction du camp de Tal-al Zaatar qui reste dans toutes les mémoires. Assiégé de juin à août 1976 par les Phalangistes libanais soutenus à ce moment-là par l'armée syrienne, le camp et ses 15 000 réfugiés résista jusqu'à la reddition des combattants palestiniens le 1er août. S'en suivit le massacre d'au moins 2500 personnes et la destruction totale du camp qui ne fut jamais reconstruit. Quelques jours plus tard, le même sort fût réservé au camp de Jisr al-Basha.

Mais ce processus ne s'arrêta pas là. On estime que les deux tiers des habitations furent détruites dans les camps de réfugiés pendant l'invasion israélienne du Liban et la guerre des camps. Plus récemment, en 2007, le camp de Nahr el-Bared situé au Nord du Liban fût réduit en poussière par les pilonnages de l'armée libanaise durant trois mois afin d'en déloger un groupe fondamentaliste armé. Les 30 000 Palestiniens du camp furent contraints à fuir et à chercher refuge dans le camp de Baddawi. Les camps de Gaza et de Cisjordanie ont également subi d'importantes et multiples destructions. Et de 2012 à 2015, l'histoire s'est répétée à Yarmouk en Syrie qui n'est aujourd'hui plus qu'un champ de ruines.

Le caractère systématique des destructions de ces haut-lieux de la résistance armée tels que Tal-al Zaatar et Rafah, et plus récemment de centres économiques florissants tels que Nahr el Bared et Yarmouk, relève d'une stratégie délibérée. **Il s'agit de faire disparaître les preuves que le peuple palestinien est toujours debout et déterminé à se battre pour rentrer chez lui. Jusqu'à aujourd'hui, cette stratégie a été vouée à l'échec.**

Photo: Comité Action Palestine

Al Baqa'a, deux fois réfugiés

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

En 1963, Israël procède au détournement des eaux du Jourdain pour irriguer le désert du Naqab sans consultation des pays riverains. L'opération est perçue comme une nouvelle provocation par les pays arabes dont l'Égypte, la Syrie et la Jordanie qui signent des accords de défense. Sous prétexte de ces accords, Israël obtient soutien et armement de la part des États Unis. Le 5 juin 1967, deux cent avions de guerre israéliens attaquent par surprise l'aviation égyptienne, mise en déroute en quelques heures. De nombreux villages sont rasés et les camps de réfugiés d'Aqabat Jabr et Ein Sultan sont vidés. Le 7 juin 1967, les sionistes occupent al-Quds, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Sinaï et des Hauteurs du Golan syrien. La Palestine historique tombe entièrement sous occupation israélienne. C'est la Naksa, la rechute en arabe. Environ 450 000 Palestiniens et 120 000 Syriens sont expulsés vers la Jordanie ou doivent se réfugier dans d'autres régions syriennes. Près de la moitié des réfugiés palestiniens de 1967 sont déjà des réfugiés de 1948, obligés de fuir une seconde fois la barbarie sioniste.

Lieu d'un regroupement informel de réfugiés depuis 1948, al-Baqa'a est le sixième camp « de secours » officiellement créé, après la Naksa, au nord de la capitale jordanienne, Amman, pour accueillir la nouvelle vague de réfugiés. Dès 1968, 26 000 personnes y survivent sous 5000 tentes. Beaucoup s'étaient initialement réfugiés près de la ville de Karameh au bord du Jourdain, alors quartier général de la résistance palestinienne. Mais Karameh fut détruite lors d'une attaque de l'armée sioniste en 1968. Les fedayins réussirent à repousser les forces israéliennes pourtant très supérieures en nombre et

en armement. C'est la première grande victoire militaire de la résistance palestinienne et un tournant majeur pour le mouvement de libération nationale. Al-Baqa'a est aujourd'hui le plus grand des dix camps existants en Jordanie. Il abrite plus de 100 000 réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'UNRWA, mais leur nombre réel serait d'environ 180 000.

Les Palestiniens résidant en Jordanie sont près de 2 millions et représentent environ 60% de la population totale. En 1948, alors que l'Est de la Palestine non occupée par les sionistes était sous administration jordanienne, les Palestiniens de Cisjordanie ou réfugiés en Jordanie ont reçu la citoyenneté jordanienne. En 1967 après l'occupation par Israël de toute la Palestine historique, les Palestiniens qui fuyaient Gaza ont été uniquement considérés comme des résidents temporaires en Jordanie. Ceux expulsés de Cisjordanie vers la Jordanie se sont vus, en 1988, retirer leur citoyenneté jordanienne et sont devenus apatrides à leur tour.

Mais qu'ils aient été expulsés de Palestine en 1948 ou en 1967, dans les rues de Baqa'a comme dans tous les camps palestiniens dans le monde, les réfugiés n'ont qu'une seule nation et se battent pour rentrer chez eux, en Palestine.

Jabalya , de la Nakba à la victoire finale

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Chassés, au moment de la Nakba, des villes et villages situés au sud de la Palestine, tels que Majdal (14 000 habitants en

1948), Bureir, Hirbiya ou Sumsum, 200 000 Palestiniens se réfugièrent dans la Bande de Gaza, un minuscule territoire à la frontière égyptienne. Au Nord de la ville plurimillénaire de Gaza, le camp de Jabalya est l'un des huit camps de réfugiés établis dès 1948 dans la Bande de Gaza. Il est aujourd'hui le plus peuplé de tous les camps de réfugiés palestiniens, abritant plus de 100 000 personnes avec une densité de population la plus élevée au monde.

Dispersés et ayant tout perdu, les réfugiés, concentrés dans un espace restreint destinés à mieux les contrôler, sont soumis dès 1948, à l'arbitraire de la violence qu'elle émane de la puissance coloniale ou du pouvoir égyptien. Le blocus imposé aux deux millions de Gazaouis depuis 2004 n'en est que l'une des illustrations récentes. Après l'occupation de la Bande de Gaza en 1967, Ariel Sharon rase une partie du camp de Jabalya et de ses alentours pour le rendre plus facilement accessibles aux blindés sionistes. Lors de la seconde Intifada et des dernières guerres de Gaza, le camp est la cible de toutes les attaques sionistes. Bombardements, massacres et destructions répétés révèlent que la Nakba est un processus qui se poursuit depuis 70 ans.

Mais les réfugiés organisent très vite la résistance. Les premières actions des fedayns sont menées à partir de Gaza dès le milieu des années 50. Les camps de Gaza, dont Jabalya, sont le berceau des plus importantes organisations du mouvement national palestinien. En décembre 1987, c'est dans le camp de Jabalya qu'éclate la première Intifada, qui s'étend très vite à toute la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Jabalya, plus que tout autre camp, est le lieu de l'affrontement direct entre l'armée d'occupation et les résistants. Et c'est depuis Jabalya, et les autres camps de la Bande de Gaza, que se développe depuis une dizaine d'année une résistance de plus en plus sophistiquée capable de menacer l'entité sioniste en son sein. Chaque victoire sur l'ennemi contribue ainsi à la victoire finale.

Ainsi pour les réfugiés du camp de Jabalya, comme pour tout réfugié palestinien, rien n'est en mesure de mettre un terme à la détermination de rester en Palestine et à la prodigieuse capacité de résister. Ils n'ont pas oublié, leurs enfants et petits- enfants ont repris le flambeau de la lutte. **Ils savent, que dans un avenir proche, les barrières et les quelques kilomètres qui les séparent de leur village seront anéantis et qu'ils pourront rentrer chez eux en Palestine libérée.**

Rashidieh, dans l'enfer Libanais

Calendrier Palestine Libre 2018 : « Dans le camp des réfugiés »

Le Liban est un Etat créé de toute pièce suite au démantèlement de la Grande Syrie et de l'empire ottoman par les puissances impérialistes à la fin de la première guerre mondiale. Sous mandat français, il est dès le départ doté d'un système politique de type confessionnel fondé sur l'appartenance à différentes communautés religieuses. Croyant ainsi pallier sa faiblesse structurelle et sous prétexte de ne pas attenter à leur droit au retour, l'Etat libanais prive, dès leur arrivée en 1948, les 100 000 réfugiés palestiniens et leurs descendants de tous les droits fondamentaux. Dans ce contexte le Liban se transforme très vite en une poudrière. Sur son territoire, deux combats sont intimement menés: celui qui oppose les différentes communautés libanaises et celui des organisations et Etats de la région contre l'ennemi sioniste. La résistance armée palestinienne présente sur le sol libanais

depuis le début des années 70 est au centre de ces conflits. L'enjeu est d'abord de lutter contre Israël, mais aussi d'asseoir sa souveraineté et son pouvoir.

Les réfugiés palestiniens payent le prix fort et de très nombreux camps sont détruits pendant la guerre civile libanaise et les vingt années d'occupation du Liban par Israël. Entre 1985 et 1987, la guerre des camps conduite par le parti libanais Amal, avec le soutien de la Syrie, finit de détruire les infrastructures palestiniennes mises en place par l'OLP, de réduire à néant la résistance palestinienne et de marginaliser les réfugiés sur la scène socio-politique libanaise.

Rashidieh est l'un des douze camps de réfugiés palestiniens au Liban. Il a été établi dès 1948 au sud de la ville de Tyr, à l'emplacement d'un ancien camp de réfugiés arméniens et à quelques kilomètres seulement de la frontière avec la Palestine occupée. C'est un camp au milieu des champs et des vergers que les Palestiniens contribuent à faire fructifier. Dans les années 70, avec l'implantation de l'OLP au Liban, il devient une base importante de la résistance en raison de sa proximité avec la frontière, et ses infrastructures aussi bien civiles que militaires se développent. Déjà en partie détruit lors de l'invasion israélienne de 1982, le camp de Rashidieh, comme ceux de Shatila et de Borj Barajneh près de Beyrouth, est alors la cible de la guerre des camps. Le camp est pilonné par la milice Amal et les réfugiés prennent les armes pour se défendre. Un blocus total de plusieurs mois est imposé. Malgré la famine, les réfugiés refusent de quitter le camp, contrairement à ce que souhaitent les milices libanaises et l'entité sioniste. Depuis cette période, l'entrée du camp reste sous le contrôle strict de l'armée libanaise, comme c'est le cas pour plusieurs autres camps de réfugiés au Liban.

Ainsi 70 ans après la Nakba, les réfugiés palestiniens au Liban restent prisonniers de l'exil. Le chemin de leur libération est celui du retour en Palestine.

Photo Wikipedia